DELIBERATION DE LA CONFERENCE DES PREMIERS PRESIDENTS

SUR L'ETAT DE CESSATION DES PAIEMENTS DES JURIDICTIONS JUDICIAIRES

12 MAI 2017

Un effort conséquent a été consenti en 2016 pour permettre la réduction des charges à payer des crédits de fonctionnement et des frais de justice avec l'allocation de crédits vacataires pour compenser les vacances de postes de fonctionnaires des greffes.

A la fin du premier semestre 2017, il apparaît que les dotations déléguées ne permettront plus de payer les factures et les mémoires de frais de justice à compter de cet été. Au même moment, les juridictions qui connaissent de fortes vacances de postes de fonctionnaires ne pourront plus travailler normalement sans l'attribution des centaines d'agents vacataires qui leur permettraient d'assurer une gestion minimale des services juridictionnels. Ainsi, les juridictions civiles et d'instance, les services pénaux y compris ceux de l'application des peines subiront une dégradation du traitement des dossiers avec une progression des délais des décisions juridictionnelles et des stocks.

Aussi, à court terme, la conférence des premiers présidents sollicitent l'attribution rapide de crédits afin de pouvoir payer les experts judiciaires et en particulier les médecins et interprètes, mais aussi pour recruter des agents temporaires pour permettre le fonctionnement normal des services judiciaires.

A moyen terme, la conférence des premiers présidents apportent son entier soutien à une loi de programmation pour la justice 2017-2022 afin d'éviter le fonctionnement erratique des juridictions judiciaires, de résorber les vacances de postes de magistrats et de fonctionnaires et d'accompagner les réformes à mettre en oeuvre y compris celle prévoyant la création des pôles sociaux.